



## L'ADEME opérateur du « Grenelle du bâtiment » : actions 2009



**DOSSIER DE PRESSE**  
**octobre 2009**

## Sommaire

### Les actions phare de 2009

- Un triple enjeu pour l'ADEME dans l'accompagnement des professionnels du bâtiment : mobilisation, formation et information
- Les nouveaux dispositifs d'aide en faveur des particuliers
- Le bâtiment basse consommation, un choix durable
- Les nouveaux dispositifs de soutien à la recherche

### Les perspectives en 2010

- La réglementation thermique RT 2012
- L'observation : la base de données des diagnostics de performance énergétique, l'Observatoire permanent de la performance énergétique des logements, l'Observatoire de la précarité énergétique
- Mise en place du PREBAT-2
- De nouveaux PACTEs et le Fonds Démonstrateur de recherche sur les bâtiments et les quartiers à énergie positive

## L'ADEME opérateur du « Grenelle du bâtiment » : actions 2009

La loi de programmation relative à la mise en œuvre du Grenelle de l'Environnement, dite « Grenelle 1 », a été publiée en août 2009. Elle est l'un des premiers aboutissements du processus du Grenelle de l'Environnement initié en juin 2007.

Cette loi fixe les objectifs de la France en termes de lutte contre le changement climatique et de réduction des consommations d'énergie. Elle inscrit les actions concernant la performance énergétique du bâtiment comme prioritaires.

Elle confirme par ailleurs la réduction par quatre des émissions françaises de CO<sub>2</sub> d'ici 2050 (Facteur 4) et fixe pour y parvenir un calendrier ambitieux et des exigences élevées dans les domaines de la construction et de la rénovation des bâtiments.

La mobilisation de tous les acteurs du bâtiment, des mesures réglementaires contraignantes, une information renforcée des particuliers, d'importants soutiens financiers aux maîtres d'ouvrage, mais aussi une nouvelle relance des actions de recherche et de développement vont fortement orienter les actions de toutes les parties prenantes pour les années et les décennies à venir.

### Le bâtiment : un secteur clé pour les économies d'énergie

Le secteur du bâtiment est à l'origine de 21 % des émissions de CO<sub>2</sub> et de 43 % de la consommation d'énergie finale en France. Le chauffage représente près de deux tiers de ces consommations d'énergie et la majeure partie des émissions de CO<sub>2</sub> du secteur.

Des gains importants d'énergie ont été obtenus sur l'ensemble des logements dont la consommation moyenne unitaire a baissé de 37 % depuis 1973. Ces gains concernent également les logements neufs, grâce aux réglementations thermiques successives qui, depuis 1975, ont permis de diviser par 2 à 2,5 leurs consommations par m<sup>2</sup>. Cependant, la consommation d'énergie totale des secteurs résidentiel et tertiaire a augmenté dans le même temps de 30 % du fait de l'accroissement du parc, de l'élévation du niveau de confort (appareils électroménagers), de l'apparition de nouveaux besoins (climatisation)... On note cependant depuis 2001 une décroissance des consommations énergétiques des logements, liée notamment à des efforts financiers accrus des ménages réalisant des travaux d'économies d'énergie, alors que simultanément le parc augmentait de 5 %.

La généralisation d'un nouveau confort moderne, un bâti fortement isolé, une ventilation performante, un niveau d'éclairage naturel élevé, des équipements peu consommateurs d'énergie et intégrant au mieux les énergies renouvelables, sont nécessaires pour atteindre le « Facteur 4 ».

La construction durable présente également de nombreux enjeux sociaux, liés d'une part à la réduction de la précarité énergétique, et d'autre part au maintien et à la création d'emplois dans le secteur du bâtiment.

### Secteur du Bâtiment en chiffres

- Consommation d'énergie 2008

69.4Mtep  
- 43.3 % du total national  
- dont 65 % logements et  
35 % tertiaire

- Perspective 2030

- 86 Mtep (+23 %)

- Emissions de gaz à effet de serre 2005

- 147 Mt eq. CO<sub>2</sub> (22 %)

### Le logement en France

(Donnée CEREN 2008)

32.2 millions de logements (27.1 millions en résidences principales) dont :

- 18.8 millions avant 1975 (58 %)
- 13.4 millions après 1975 (42 %)

## Accélérer la rénovation et le renouvellement du parc de logements

En France, parmi les 31,3 millions de logements, 19,1 millions, soit 61 % du parc, ont été construits avant la réglementation thermique de 1975. Avec un taux annuel de renouvellement du parc de 1 %, il restera en 2050 entre 30 et 40 % de logements antérieurs à 1975. Il est donc indispensable d'améliorer la performance des bâtiments existants en même temps que celle des bâtiments neufs.

L'investissement des ménages dans les travaux de maîtrise de l'énergie a augmenté depuis 2 ans. En 2006, selon la dernière enquête réalisée par TNS SOFRES, la proportion de ménages réalisant des travaux est de 11,8 % pour un montant moyen de 3810 €/m<sup>2</sup>, soit un 30 €/m<sup>2</sup> à chaque investissement. A ce rythme, les ménages devraient investir environ 180 €/m<sup>2</sup> d'ici 2050. Or, pour parvenir au « Facteur 4 », c'est sur 200 à 400 €/m<sup>2</sup> d'investissements pour chaque logement qu'il faudrait pouvoir compter d'ici 2050.

**L'objectif est donc sur cette période d'augmenter montant total des investissements réalisés par les ménages dans leurs travaux de maîtrise de l'énergie.** Il s'agit d'inciter à la réalisation de travaux plus conséquent et de meilleure efficacité énergétique à l'aide des dispositifs publics comme le crédit d'impôt et l'éco-prêt à taux zéro.

## Une démarche globale mise en œuvre par l'ADEME en faveur de l'évolution du bâtiment

Face à l'ampleur du défi, l'ADEME, opérateur du « Grenelle du Bâtiment », a mis en place un plan d'actions global qui couvre l'ensemble des thématiques du bâtiment, de la formation des professionnels aux programmes de recherche dédiés

Mobilisation et formation des professionnels sont une priorité pour l'ADEME : de nombreuses formations et outils d'information ont ainsi été mis en place à destination des professionnels du bâtiment parmi lesquels le nouvel Observatoire Bâtiment Basse Consommation ou e-nergiebat, formation à la rénovation énergétique.

Les particuliers, de plus en plus sensibilisés par les différentes campagnes d'information menées, ont également besoin d'un accompagnement spécifiques. Développé par l'ADEME en partenariat avec les collectivités territoriales le réseau INFO->ENERGIE est constitué de plus de 400 conseillers répartis sur l'ensemble du territoire. Leur mission est de sensibiliser et favoriser le passage à l'acte en proposant aux particuliers, mais aussi aux collectivités et aux petites entreprises, des conseils et solutions concrètes ayant pour finalité la maîtrise des consommations d'énergie et le recours aux énergies renouvelables.

Cette mobilisation a pour objectif de développer la construction de bâtiments basse consommation, comme le prévoit la réglementation thermique 2012, qui vise la généralisation de la basse consommation pour tous les bâtiments neufs d'ici 2013. Afin d'encourager le développement de ces bâtiments, les délégations régionales de l'ADEME et les régions ont lancé depuis 2006 des appels à projets dans le cadre du PREBAT, Programme de Recherche et d'Expérimentations sur l'Energie dans le Bâtiment. Ces appels à projets concernent la construction ou la réhabilitation de bâtiments démonstrateurs basse consommation d'énergie. 250 projets ont déjà été ainsi sélectionnés.

Enfin, afin d'accroître encore la performance du secteur du bâtiment en matière d'économies d'énergie, l'ADEME s'investit dans des programmes de recherche, tels que la Fondation Bâtiment Energie ou les PACTES (Programme d'Actions Concertées en Technologies de l'Energie).

## 2009, une année déterminante pour le bâtiment

L'année 2009 a été marquée par une accélération de la mise en œuvre du Grenelle de l'Environnement se traduisant notamment par un « verdissement » de la loi des finances, par la publication de la loi dite « Grenelle 1 » (loi de programmation relative à la mise en œuvre du Grenelle de l'Environnement) et par l'avancement des débats sur le projet de loi « Grenelle 2 » (projet de loi portant engagement national pour l'environnement).

Un **Plan Bâtiment Grenelle** a ainsi été initié par Jean-Louis Borloo, ministre d'Etat. Sa mission est de mettre en œuvre l'ensemble des objectifs du Grenelle de l'Environnement concernant le parc existant et à bâtir.



Pour suivre l'application de ce plan, un comité stratégique regroupant l'essentiel des représentants des acteurs publics et privés a été mis en place. Le Premier Ministre a confié depuis janvier 2009 la présidence de ce comité à Philippe Pelletier, ancien président de l'ANAH.

L'ADEME est l'un des principaux opérateurs du Grenelle et participe activement aux orientations et à la mise en œuvre des actions du Plan Bâtiment Grenelle.

### 1. Un triple enjeu pour l'ADEME dans l'accompagnement des professionnels du bâtiment : mobilisation, formation et information

#### • Des modules de formation spécifiques conçus par l'ADEME

Organisme de formation de la maîtrise d'œuvre, l'ADEME propose des modules experts consacrés à la maîtrise de l'énergie dans les bâtiments et aux énergies renouvelables. Elle est également partenaire de la Formation aux Economies d'énergie des Entreprises du BATiment

Au cœur de la mise en œuvre des investissements de plateformes techniques et pédagogiques sur le territoire, l'ADEME a été initiatrice du projet PRAXIS ECOBAT. Il s'agit d'accompagner les Régions pour mettre à la disposition des organismes de formation initiale et continue, un réseau maillé de plateformes techniques et pédagogiques sur 7 technologies : ventilation, bois énergie, éclairage, parois opaques, solaire photovoltaïque, solaire thermique, pompes à chaleur.

Enfin, l'ADEME contribue à la mobilisation des professionnels du bâtiment : elle met en place et gère de nombreux projets de formation de professionnels et de formateurs du bâtiment, œuvre au développement d'outils en ligne adéquats comme la plateforme de formation à l'efficacité énergétique e-nergiebat et appuie financièrement la mise en place de centres de ressources régionaux « Bâti Environnement Espace Pro ».

#### • Le réseau BEEP « BATI ENVIRONNEMENT - ESPACE PRO » : un outil d'information pour tous les professionnels du bâtiment

Ce réseau de centres de ressources régionaux accompagne de façon opérationnelle la diffusion et la capitalisation des connaissances avec objectivité, réactivité et proximité. Il constitue de fait une force vive pour le Plan Bâtiment Grenelle.



Des centres de ressources régionaux ont pour objet :

- d'une part, d'animer localement les milieux professionnels sur les thèmes de la performance énergétique et environnementale du cadre bâti par l'information, le débat, la formation, ...
- d'autre part, de consolider et mettre à disposition les expériences et les savoirs en constituant un observatoire régional de l'activité dans ce domaine, notamment par l'identification des opérations et des compétences.

A l'heure actuelle, **15 régions** se sont déjà équipées de telles structures. L'objectif, à terme, est de toucher toute les régions.

#### Un réseau national

En accompagnement et soutien à ce dispositif, un réseau, **BATI ENVIRONNEMENT - ESPACE PRO** a donc été constitué à l'initiative de l'ADEME pour favoriser l'échange entre centres de ressources et entre professionnels, afin de capitaliser les expériences et alimenter les réflexions.

Ce réseau s'est structuré autour d'un Cadre de partenariat et d'un site portail [www.reseaubeeep.fr](http://www.reseaubeeep.fr) comportant notamment une **base nationale publique d'opérations performantes**. Ses activités sont soutenues techniquement et financièrement par de nombreux acteurs : ADEME, Conseils Régionaux, Association HQE, Effinergie, RésoBAT, FFB, CAPEB, UNSFA, CAUE, services déconcentrés de l'Etat. Plus d'informations sur les BEEP sur [www.reseaubeeep.fr](http://www.reseaubeeep.fr)

**Focus sur le fonds chaleur renouvelable :**

**Un dispositif d'aide à destination de toutes les entreprises**

Lancé en décembre 2008, le fonds chaleur renouvelable, doté d'une enveloppe d'un milliard d'euros, a pour objectif d'encourager les entreprises et collectivités à développer la production de chaleur à partir de sources renouvelables. Forts du succès du 1<sup>er</sup> appel à projets, l'ADEME et le MEEDDM ont lancé le 2<sup>nd</sup> appel à projets le 19 octobre 2009 : ouvert aux entreprises de tous secteurs d'activités, le fonds chaleur se focalisera plus particulièrement en 2010 sur les entreprises du secteur tertiaire. absentes du 1<sup>er</sup> appel à projets.

## **2. De nouveaux dispositifs pour faciliter l'accès des particuliers aux bâtiments durables**

La loi Grenelle 1 fixe des objectifs très ambitieux pour le parc bâti puisqu'elle vise une réduction globale des consommations de 38% à l'horizon 2020.

En complément, la loi de finances 2009 a mis en place un certain nombre d'outils et en renforce d'autres. Benoist Apparu se félicite que le projet de loi de finances 2010, dont la lecture au Parlement est en cours, prévoit d'accentuer davantage le « verdissement » de la fiscalité et du financement en faveur de la performance énergétique.

- **L'Eco-prêt à taux zéro**

Mesure phare du Plan Bâtiment Grenelle et complémentaire au crédit d'impôt, **L'Eco-prêt à taux zéro** est disponible depuis le 1<sup>er</sup> avril 2009 auprès des banques pour soutenir les particuliers dans le financement des travaux de rénovation les plus rentables. **50 000 Eco-prêts ont été signés à ce jour** pour un montant moyen de 15 000€.

L'objectif est d'arriver à 200 000 Eco-prêts à taux zéro d'ici fin 2010 soit 100 000 bâtiments rénovés à cette échéance, et 400 000 bâtiments rénovés par an à partir de 2013. L'ADEME a développé une campagne publicitaire pour sensibiliser et informer le grand public sur l'éco-prêt à taux zéro, et a également édité une brochure d'information à destination des particuliers intitulée « Financez vos travaux d'économie d'énergie : l'Eco-prêt à taux zéro ».

Plus d'informations sur l'Eco-prêt à taux zéro sur [www.ecocitoyens.ademe.fr](http://www.ecocitoyens.ademe.fr).

- **Le crédit d'impôt**

Dédié au développement durable et aux économies d'énergie, il est, depuis sa création en 2005, l'un des principaux leviers pour les travaux d'économies d'énergie dans l'habitat. Il porte sur l'ensemble des matériaux et équipements destinés à l'amélioration de la performance énergétique : isolation thermique, vitrages, régulation et programmation, systèmes de chauffage performants, équipements utilisant les énergies renouvelables.

Dans l'objectif de promouvoir les produits ayant les meilleures performances énergétiques et de faire évoluer leur qualité sur le marché, des dispositions sont venues récemment recentrer le crédit d'impôt sur les produits les plus performants (exclusion notamment des pompes à chaleur air-air et de la chaudière à basse température) et élargir sa portée (extension aux propriétaires-bailleurs et aux coûts de la main d'œuvre pour l'isolation des parois opaques). Le succès de cette mesure est considérable puisqu'en 2008, les particuliers ont demandé à bénéficier du crédit d'impôt à hauteur d'environ 2.5 milliard d'euros contre 400 millions en 2005, malgré un renforcement des exigences de performance de certains produits comme les vitrages ou la suppression de l'éligibilité des pompes à chaleur air-air. Il a été reconduit jusqu'en 2012.

- [Le crédit d'impôt sur les intérêts d'emprunt pour l'acquisition d'un logement neuf](#)

Ce dispositif a également connu un « verdissement ». Depuis janvier 2009, 40% des intérêts contractés pendant 7 ans - au lieu de 40% la première année et 20% les 4 années suivantes - seront éligibles en cas d'acquisition d'un logement basse consommation.

- [Les certificats d'économies d'énergie \(CEE\),](#)

Mis en place par les pouvoirs publics dans le cadre de la Loi du 13 juillet 2005, les certificats d'économies d'énergie constituent un moyen supplémentaire de financement des programmes de travaux d'économies d'énergie. Alors que la première période du dispositif s'achève (2006-2009), les résultats démontrent son efficacité et son caractère opérationnel : l'objectif initial de réduction de consommation d'énergie finale de 54 TWh cumac a été dépassé de 20%. Cette première période a permis de roder le dispositif, même si l'objectif de 54 TWh cumac se traduit par une réduction de la consommation d'énergie du secteur du bâtiment limitée à 0,5%. La deuxième période d'engagement des CEE (2010-2012) devrait être dimensionnée au regard des ambitions actées par le Grenelle Environnement, à savoir une réduction de 38% de la consommation dans le secteur du bâtiment. Après avoir contribué techniquement à la mise en place de ce dispositif en 2006, l'ADEME travaille sur l'amélioration des fiches standardisées en termes de performance énergétique globale.

En 2009, l'ADEME a édité un guide qui recense et détaille les aides dont peuvent bénéficier les particuliers intitulé « Les aides financières habitat 2009 ». Plus d'informations sur le site [www.faisonsvite.fr](http://www.faisonsvite.fr)



- [Les Espaces INFO->ENERGIE](#)

La mission première des conseillers INFO->ENERGIE est de proposer aux particuliers conseils et solution concrètes pour

- mieux maîtriser les consommations d'énergie : chauffage, isolation, éclairage, équipements et appareils électriques, climatisation, ...
- avoir recours aux énergies renouvelables : solaire, géothermie, biomasse, ...

En réalisant notamment des évaluations simplifiées de la consommation énergétique dans l'habitat, en fonction de différents critères (bâti, équipements électriques et thermiques), ils facilitent ainsi le passage à l'acte.

Signataires d'une charte avec l'ADEME, les Espaces INFO->ENERGIE à dispenser un conseil neutre, gratuit, indépendant et de qualité.

Les Espaces Info->Energie en chiffres :

- 230 Espaces
- 400 Conseillers
- plus de 6 millions de personnes conseillées depuis 2003

### 3. Le bâtiment basse consommation, un choix durable et possible pour particuliers et professionnels

Selon la loi Grenelle 1, dès la fin 2010 tous les bâtiments neufs de types publics, tertiaires ou logements sociaux construits dans le cadre du programme ANRU devront présenter une consommation d'énergie primaire inférieure à 50 kWh/m<sup>2</sup>.an : il s'agit alors de bâtiments dits « basse consommation » ou « BBC ». Les bâtiments neufs résidentiels seront soumis à cette même exigence dès la fin 2012. A la fin 2020 tous les bâtiments neufs devront être à énergie positive, c'est-à-dire être à basse consommation voire produire plus d'énergie qu'ils en consomment.



Afin de démontrer qu'il est possible dès aujourd'hui de construire ou de rénover des bâtiments BBC à coût maîtrisé, les directions régionales de l'ADEME et les régions lancent depuis 2006 dans le cadre du PREBAT, Programme de recherche et d'expérimentation sur l'énergie dans le bâtiment, des appels à projets pour la construction ou la réhabilitation de bâtiments démonstrateurs basse consommation d'énergie.

Ces appels à projets font l'objet d'une coordination au niveau national par l'ADEME. Depuis 2006, ce sont plus de 330 projets lauréats, ce qui représente plus de 700 bâtiments et 480 000 m<sup>2</sup> SHON.

L'objectif est de doubler d'ici la fin 2010 le nombre de bâtiments BBC réalisés, pour atteindre 1 000 bâtiments BBC neufs ou réhabilités.

L'ensemble des informations relatives à ces appels à projets est accessible sur le site [www.prebat.net](http://www.prebat.net).

- [La réglementation en vigueur](#)

#### [Une réglementation thermique renforcée pour les bâtiments neufs et existants](#)

L'ADEME apporte aux pouvoirs publics un soutien technique et financier afin d'accélérer l'élaboration des nouvelles réglementations thermiques prévues par les Lois Grenelle 1 et 2, et leur appropriation par les acteurs du bâtiment.



#### [La Réglementation des bâtiments existants](#)

Depuis le 1er novembre 2007, lorsque des équipements, systèmes, ouvrages, ou installations (chaudières fenêtres, isolation, etc.) sont installés ou remplacés, ils doivent respecter des exigences de performance définies par la Réglementation des bâtiments existants « *élément par élément* ».

Depuis le 1er avril 2008, une **étude de faisabilité technique et économique des diverses solutions d'approvisionnement en énergie**, dont celles faisant appel aux énergies renouvelables, doit être réalisée avant la demande de dépôt de permis de construire (ou avant les travaux s'il n'y a pas de demande de permis de construire) pour les rénovations de bâtiments de plus de 1 000 m<sup>2</sup>.

De plus, lorsque le coût total prévisionnel de travaux de rénovation portant soit sur l'enveloppe d'un bâtiment d'une surface supérieure à 1 000 m<sup>2</sup> et ses installations de chauffage, de refroidissement, de production d'eau chaude sanitaire, de ventilation et d'éclairage, soit sur sa seule enveloppe, est supérieur à 25 % de la valeur du bâtiment hors foncier, le maître d'ouvrage doit améliorer sa performance énergétique. Cette réglementation a été qualifiée de Réglementation des bâtiments existants « *globale* ».

Durant les années 2005 à 2008, l'ADEME a contribué à l'élaboration des textes réglementaires en participant aux différents groupes de travail mis en place par le Ministère et en finançant les travaux liés à l'élaboration de la méthode de calculs et à la définition des exigences. En matière de communication, elle a réalisé :

- Une plaquette grand public sur la Réglementation des bâtiments existants « élément par élément » qui concerne la rénovation des petits bâtiments intitulée « Une nouvelle réglementation : Rénover sans se tromper »
- Un CD Rom qui explique de manière pédagogique la réglementation des bâtiments existants
- Une série de 9 réunions inter régionales rassemblant près de 5000 professionnels qui se sont déroulées entre fin 2007 et mi 2008

#### [Le label Haute Performance Énergétique rénovation](#)

Fin septembre 2009, un arrêté est venu définir le contenu et les modalités d'application du label « haute performance énergétique rénovation » qui concerne tous les bâtiments achevés après 1948, sans condition minimale de surface ou de coûts de travaux. Les exigences de ce nouveau label, qui vient compléter le label Haute Performance Énergétique (HPE) mis en place pour les bâtiments neufs depuis mai 2007 sont les suivantes :

- Pour les bâtiments d'habitation : niveau HPE rénovation 150 kWh/m<sup>2</sup>.an ; niveau BBC rénovation 80 kWh/m<sup>2</sup>.an



- Pour les bâtiments non résidentiels : Créf-40%<sup>1</sup>.

## La Réglementation Thermique DOM

La première réglementation thermique spécifique aux DOM, avant laquelle aucune réglementation thermique ne s'appliquait à ces départements, est parue le 19 avril 2009 incluant l'obligation d'installer des chauffe-eau solaires dans les logements neufs. Ce texte, attendu depuis de très nombreuses années a été accueilli très positivement. La date d'application des textes est fixée au 1er mai 2010.

On peut par ailleurs noter que l'article 56 de la Loi Grenelle 1 prévoit d'*adopter une réglementation thermique adaptée qui encourage la production d'eau chaude sanitaire solaire dans les bâtiments neufs et d'électricité photovoltaïque dans ceux qui doivent être climatisés, qui favorise la réduction de la climatisation au profit de l'isolation et de la ventilation naturelle et la production d'électricité photovoltaïque dans ceux qui doivent être climatisés.*

Seuls les bâtiments d'habitation neufs sont à ce jour concernés par des obligations en matières d'eau chaude sanitaire solaire.

Les autres dispositions devront être reprises dans des textes ; à savoir : eau chaude sanitaire solaire dans tous les bâtiment neufs, notamment hôpitaux, photovoltaïque si climatisation, réduction des besoins de climatisation, ...

Plus d'informations sur les réglementations thermiques sur [www.rt-batiment.fr](http://www.rt-batiment.fr)

- La lutte contre la précarité énergétique

Un foyer qui consacre plus de 10% de ses revenus à ses factures énergétiques est en situation de précarité énergétique. Cette situation concernait un foyer sur cinq en France en 2006, en partie en raison de l'augmentation constante du prix de l'énergie fossile. Dans le contrat d'objectifs qu'elle a signé avec l'Etat en février 2009, l'ADEME s'est engagée à prendre en compte la précarité énergétique dans ses analyses et outils développés pour réduire ces inégalités.

Pour y parvenir, l'ADEME a mis en place différentes mesures parmi lesquelles :

- l'appui à la mise en place de fonds sociaux d'aide aux travaux de maîtrise de l'énergie (FSATME)
- des stages nationaux et locaux de formation à l'attention des conseillers en économie sociale et familiale, des assistants de services sociaux et des techniciens spécialisés dans les activités de conseil dans le domaine de la maîtrise de l'énergie.
- La mise en place d'un Observatoire national de la précarité énergétique confiée à l'ADEME en octobre 2009 par Valérie Letard, Secrétaire d'Etat en charge des Technologies vertes et des négociations sur le climat.<sup>2</sup>
- La participation au projet EPEE (Etude de la précarité énergétique en Europe), lauréat du programme EIE (Energie Intelligente pour l'Europe) afin de confronter les expériences européennes en vue de l'application de la directive européenne sur la performance énergétique des bâtiments.
- Le lancement en 2007 d'un appel à projets spécifique sur la précarité énergétique en partenariat avec le Plan Urbanisme Construction Architecture (PUCA) et l'Agence Nationale de l'Habitat (AHNA) et le suivi des 20 projets lauréats
- La mise en place du réseau RAPPEL (Réseau des Acteurs de la Pauvreté et de la Précarité Énergétique dans le Logement) qui regroupe 120 structure, cofinancé par la Fondation Abbé Pierre, EDF et GDF Suez.

---

<sup>1</sup> La Créf est la consommation de référence pour un bâtiment respectant la « Réglementation Thermique globale » des bâtiments existants.

<sup>2</sup> Voir point 4 : L'observation : la base de données des diagnostics de performance énergétique, l'Observatoire permanent de la performance énergétique des logements, l'Observatoire national de la précarité énergétique

- L'observation des travaux de maîtrise de l'énergie

**L'observatoire bâtiment basse consommation : une base de données permettant de mettre en valeur les bonnes pratiques réalisées**

Le 14 octobre 2009, l'ADEME, le ministère de l'Ecologie, de l'Energie, du Développement Durable et de la Mer et l'association Effinergie ont lancé conjointement **L'Observatoire Bâtiment Basse Consommation**.

Il s'agit d'un outil de partage d'expériences sur les opérations de bâtiments basse consommation. Base de données répertoriant projets et bonnes pratiques en matière de BBC, il a pour objectif de devenir un outil d'aide à la décision majeur quant à la maîtrise de la demande en énergie dans le bâtiment. Principalement destiné aux pouvoirs publics et aux professionnels de la construction, il fournira des témoignages tangibles pour les futures étapes réglementaires (RT2012) et permettra également d'assister les professionnels afin de réussir la généralisation des Bâtiments Basse Consommation dans le neuf et la rénovation.

Ses missions s'articulent autour de 5 axes :

- Rassembler et produire des données afin de disposer d'indicateurs pour mesurer l'impact des politiques mises en œuvre, et d'informer professionnels et particuliers sur les projets existants ;
- Assurer la liaison, l'échange et la cohérence de ces informations ;
- Mettre en place des outils et indicateurs réguliers de ces données ;
- Identifier tout document d'information spécifique aux grands thèmes du bâtiment basse consommation : technologies, matériaux, études économiques... ;
- Echanger toutes les informations relatives à la basse consommation et assurer leur diffusion auprès du plus grand nombre.

L'Observatoire BBC est accessible sur le site public [www.observatoirebbc.org](http://www.observatoirebbc.org). Cette plateforme héberge un ensemble de documents à destination des professionnels du bâtiment afin de leur permettre d'identifier les réalisations susceptibles de les intéresser et ce, à partir de leur région d'implantation, leurs caractéristiques techniques, leurs performances énergétiques, etc...

Plusieurs documents seront consultables sur ce site :

- Des fiches pédagogiques présentant les principales caractéristiques et les acteurs du projet identifié (cf spécimen en annexe)
- Une synthèse des principaux indicateurs (techniques mises en œuvre, performances énergétiques, économiques...).

## **OPEN**

En parallèle, afin d'éclairer les pouvoirs publics sur l'efficacité de l'ensemble de ces mesures, l'ADEME a créé en 2006 un observatoire appréciant l'importance et le rythme d'évolution des ventes d'équipements : **L'Observatoire Permanent de l'amélioration ENergétique du logement, OPEN**. Il permet de suivre l'évolution du marché, du côté de la demande et de l'offre, en termes notamment de nombre de projets réalisés, de répartition des ventes d'équipements par niveau de performance et niveau de prix. Les résultats de cette première phase d'observation depuis 2006 montrent une progression des travaux d'amélioration énergétique qui portent toujours plus sur les baies vitrées, mais aussi sur les changements de chaudières, par opposition aux travaux d'isolation sur la toiture ou les murs qui restent minoritaires.

## **Enquête TNS-SOFRES**

Depuis 1986 l'ADEME confie à TNS-SOFRES le soin de réaliser annuellement une enquête sur les équipements et les comportements des particuliers vis-à-vis de la maîtrise de l'énergie dans leurs logements. Cette étude permet de suivre les impacts de la politique menée par l'ADEME et les pouvoirs publics à l'égard de la maîtrise de l'énergie et de mesurer l'évolution des comportements des ménages à cet égard : suivi des évolutions d'équipements, des dépenses énergétiques et des travaux d'amélioration énergétique des logements et du poids des outils incitatifs.

L'enquête est réalisée en deux phases :

- la première porte sur un panel de 10 000 ménages pour les questions concernant l'équipement et à la consommation d'énergie ;
- la seconde comporte un nouveau sondage uniquement sur les 10 à 12% de ménages ayant déclaré avoir fait des travaux de maîtrise de l'énergie dans leurs logements.

Les résultats, disponibles chaque année au début de l'été, confirment actuellement l'augmentation du nombre de travaux effectués et de leurs coûts. Par contre, le pourcentage de ménages qui investissent dans la rénovation énergétique de leurs logements plafonne toujours autour de 12%.

### Enquêtes de notoriété DPE

En août 2007 et en novembre 2008, l'ADEME a fait procéder à une enquête de notoriété sur le DPE, tant auprès des professionnels que du grand public. Voici les conclusions essentielles apportées par ces enquêtes :

- Le DPE bénéficie d'une notoriété élevée auprès des professionnels de l'immobilier, quasi-unanime auprès des notaires (93%, comme l'an passé) et progressant de 5 points auprès des agents immobiliers (85%). En fait, ce n'est pas tant le niveau de connaissance du DPE qui a évolué que la qualité de cette connaissance : en effet, le taux de professionnels connaissant « très bien » le DPE a fortement augmenté (+22 points auprès des agents immobiliers et +28 points auprès des notaires).
- Auprès du grand public, le DPE demeure le moins connu des diagnostics immobiliers (66%). Ces scores sont équivalents à ceux enregistrés il y a un an.

Concrètement, l'importance du DPE dans les négociations n'est pas actuellement perçue de façon majoritaire par les professionnels du secteur, mais les trois quarts de la profession s'accordent à lui envisager une place grandissante d'ici un ou deux ans.

Les particuliers, quant à eux, reconnaissent très majoritairement l'importance que peut revêtir le DPE dans le cadre d'un achat (87%) comme d'une location (87% également). D'ailleurs, en situation de vente, ils sont plus nombreux aujourd'hui à envisager de réaliser des travaux pour améliorer la note énergétique de leur bien (31%, soit +7 points).

## 4. De nouveaux dispositifs pour un soutien continu à la recherche

### • Lancement des PACTES

Le Grenelle de l'Environnement a conduit de manière générale à proposer dans le domaine du bâtiment, des **objectifs de résultats très ambitieux** en matière de performances énergétiques et ce, aussi bien dans le neuf que l'existant.

Pour y répondre, l'ADEME a engagé en 2008 une nouvelle démarche d'appels à projets, complémentaire de celles déjà mises en œuvre dans le PREBAT entre 2005 et 2007 : les PACTE(s), **Programme d'Actions Concertées en Technologies de l'Energie**.

Les PACTE(s) constituent une démarche originale et innovante, destinée à mettre en place des « pôles de compétences » pluridisciplinaires, dont l'objectif est de lever les verrous technologiques identifiés pour atteindre les objectifs de performance énergétique des bâtiments. Dans ce cadre, il s'agit de travailler sur un programme de recherche et d'étude dont l'objectif est de mettre à disposition du marché **des solutions finalisées et opérationnelles à échéance courte** (trois à quatre ans).

Les PACTES en cours :

- Le PACTE LED ;
- le PACTE « ECS » (la consultation est ouverte jusqu'au 30 novembre 2009, les projets lauréats seront sélectionnés début 2010) ;
- le PACTE « super isolation à pression atmosphérique » ;
- le PACTE « ventilation performante ».

- [La Fondation Bâtiment Energie,](#)

Créée en 2005 par Arcelor, Gaz de France, EDF et Lafarge avec le soutien de l'ADEME et du CSTB (Centre Scientifique et Technique du Bâtiment), la Fondation Bâtiment Energie contribue également à cet objectif du Facteur 4.

La gestion administrative et financière est assurée par l'ADEME.

Depuis 2005, 8 millions d'euros ont été alloués à la Fondation Bâtiment Energie. 11 projets de recherche ont été soutenus dans le cadre de 4 appels à projets pour un montant de plus de 8M€ portant :

- pour les maisons individuelles : sur le développement de "packages" de solutions techniques pour des réhabilitations au niveau facteur 4 ( c'est à dire à même d'atteindre le facteur 4 ?) et la mise en place d'une offre d'améliorateurs;
- pour les bâtiments de bureaux : sur l'ingénierie concourante pour les projets de bâtiments neufs et la réhabilitation, l'intégration des énergies renouvelables, la R&D de composants d'enveloppe multifonctions, les méthodologies permettant la minimalisation de l'énergie grise...;
- pour les gestionnaires de parcs de logements sociaux : sur le développement de méthodologies pour des "audits facteur 4" et leur application à des chantiers de réhabilitation;
- pour les bâtiments tertiaires d'hébergements, sur des analyses typologiques des parcs concernés, le développement de méthodologies d'audits et de programmes de travaux adaptés et l'application test à des cas réels.

En 2010, un 5ème appel à projets sera lancé sur la garantie de performance énergétique.

Plus d'informations sur la Fondation Bâtiment Energie sur [www.batiment-energie.org](http://www.batiment-energie.org)

## Les perspectives en 2010

« Boîte à outils » du Grenelle Environnement, le Sénat vient de compléter la première lecture du projet de loi qui devrait poursuivre sa navette parlementaire à l'Assemblée Nationale en début 2010. Cette loi viendra préciser les moyens opérationnels pour atteindre les objectifs fixés par la loi Grenelle 1.

A ce jour, le projet de loi se concentre sur :

- le renforcement des moyens de contrôle de l'application de la réglementation thermique ;
- des dispositions concernant l'extension de l'obligation du DPE et de sa transmission à un organisme désigné par l'Etat ;
- des mesures spécifiques pour faciliter la prise de décision et les travaux dans les copropriétés ;
- la lutte contre la précarité énergétique.

### 1. La réglementation thermique RT 2012

Les objectifs de la future réglementation thermique, RT 2012 sont inscrits dans la loi Grenelle 1.

Elle sera applicable à tous les bâtiments neufs résidentiels à partir du 1<sup>er</sup> janvier 2013 et tertiaires, bâtiments publics et logements construits dans le cadre du programme ANRU à partir du 1<sup>er</sup> janvier 2011. La publication des textes est prévu à l'été 2010. Cette nouvelle réglementation, dont les travaux de définition sont en cours depuis plusieurs mois, va notamment renforcer la prise en compte, dès la phase de conception, des caractéristiques bioclimatiques du bâti, avant même la définition de tout système énergétique.

L'ADEME accompagne les pouvoirs publics dans la définition de la RT 2012.

### 2. Mise en place du PREBAT-2

Les travaux du PREBAT, couvrant la période 2006-2009, ont permis des avancées significatives de R&D aboutissant notamment sur le déploiement des bâtiments démonstrateurs basse consommation et des développements majeurs de nature technologique et socio-économique financés au travers des appels à propositions de l'ANR et de l'ADEME.

La préfiguration d'un PREBAT-2 devrait permettre de contribuer à répondre aux objectifs ambitieux du Grenelle de l'Environnement.

### 3. L'observation : la base de données des diagnostics de performance énergétique, l'Observatoire permanent de la performance énergétique des logements, l'Observatoire national de la précarité énergétique

#### • La base des données des DPE

Le projet de Loi Grenelle 2 envisage de rendre obligatoire la transmission, par les diagnostiqueurs, des DPE à un organisme désigné par l'Etat. La mise en place de cet observatoire par l'ADEME anticipe les décisions réglementaires afin d'être en mesure de proposer un dispositif opérationnel très rapidement lorsque les textes d'application auront été publiés.

A janvier 2009 on dénombrait environ 6 000 diagnostiqueurs certifiés pour le DPE par la douzaine d'organismes accrédités par le COFRAC.

#### • OPEN, nouvelle phase

Après 3 ans d'existence, un nouvel appel d'offres a été lancé pour reconduire les travaux de cet Observatoire Permanent de l'amélioration ENergétique du logement, qui devra mesurer en plus le poids du nouvel éco-prêt à taux zéro en tant qu'instrument incitatif aux travaux.

### Focus sur l'Observatoire National de la Précarité Énergétique

L'ADEME pilote les études pour la mise en place d'un **Observatoire national de la précarité énergétique**. Cet observatoire doit répondre à deux principaux objectifs.

- Mesurer les phénomènes de précarité énergétique dans le temps et l'espace afin d'en identifier les causes, les facteurs et les conséquences
- Assurer le suivi des aides publiques et privées apportées aux ménages en impayés d'énergie et plus globalement aux ménages précaires

Les observations et résultats permettront également de suivre les impacts des politiques publiques mises en place et mobiliser les acteurs concernés.

La création de cet observatoire est la première mesure annoncée par Valérie Létard sur le thème de la précarité énergétique. Elle a confié au plan bâtiment du Grenelle la responsabilité de créer un groupe spécifique sur ce thème et de lui proposer avant le 15 novembre des premières propositions de nouvelles actions.

#### 4. De nouveaux PACTES et le Fonds Démonstrateur de recherche sur les bâtiments et les quartiers à énergie positive

- Fonds démonstrateur de recherche sur les bâtiments et l'urbanisme à énergie positive et à faible contenu carbone

Un nouvel appel à manifestation d'intérêt aura lieu en janvier 2010 avec un budget de 40 millions d'euros. Il s'adressera aux grands gestionnaires, aux entreprises et aux industriels. L'objectif de ce nouvel appel à manifestation d'intérêt est de reproduire à grande échelle des opérations d'urbanisme et de bâtiments à énergie positive adaptés au dérèglement climatique.

---

#### Contacts presse

Mélanie Hopital - 01 49 09 27 47 - [melanie.hopital@tbwa-corporate.com](mailto:melanie.hopital@tbwa-corporate.com)

Anne-Laure Bellon - 01 49 09 27 93 - [anne-laure.bellon@tbwa-corporate.com](mailto:anne-laure.bellon@tbwa-corporate.com)

**L'ADEME en bref :** l'Agence de l'Environnement et de la Maîtrise de l'Energie (ADEME) est un établissement public sous la tutelle conjointe du ministère de l'Ecologie, de l'Energie, du Développement Durable et de la Mer, et du ministère de l'Enseignement Supérieur et de la Recherche. Elle participe à la mise en oeuvre des politiques publiques dans les domaines de l'environnement, de l'énergie et du développement durable. L'agence met ses capacités d'expertise et de conseil à disposition des entreprises, des collectivités locales, des pouvoirs publics et du grand public et les aide à financer des projets dans cinq domaines (la gestion des déchets, la préservation des sols, l'efficacité énergétique et les énergies renouvelables, la qualité de l'air et la lutte contre le bruit) et à progresser dans leurs démarches de développement durable. [www.ademe.fr](http://www.ademe.fr)

## ANNEXE 1

### Nouvelle phase de la campagne consacrée à l'Eco-prêt à taux zéro et aux Espaces Info Energie

Alors que 50 000 Eco-prêts à taux zéro ont été distribués depuis la mise en place de ce dispositif en avril dernier, l'ADEME et le ministère du développement durable ont lancé le 2 novembre une nouvelle phase de sa campagne de mobilisation nationale consacrée à l'Eco-prêt à taux zéro et aux Espaces INFO->ENERGIE.

#### Une nouvelle vague d'information et de sensibilisation à destination des particuliers et des professionnels

Alliant media et hors-media, cette nouvelle vague a pour objectif de rappeler aux particuliers et aux professionnels l'intérêt de l'Eco-prêt à taux zéro en mettant en avant le triple bénéfice environnemental, économique et de confort. Il s'agit aussi de les inciter à réduire leur consommation énergétique.

Un plan de communication spécifique dédié aux Espaces INFO->Energie rappelle que les 450 conseillers présents dans les 230 Espaces répartis dans toute la France ont un rôle indispensable d'accompagnement et de conseil pour les Français qui décident d'investir dans la rénovation de l'habitat.

#### Un vaste dispositif de communication mis en place à partir du 2 novembre

- Une **campagne publicitaire « grand public »**
  - Un film TV de 30 secondes sur l'Eco-prêt à taux zéro et le crédit d'impôt, diffusé du 2 au 15 novembre sur les chaînes hertziennes et du câble en Métropole,
  - Un spot radio de 40 secondes sur l'Eco-prêt à taux zéro et le crédit d'impôt, diffusé à partir du 2 au 15 novembre sur les ondes nationales,
  - Une annonce presse Eco-prêt à taux zéro et le crédit d'impôt, diffusée dans la presse quotidienne, la presse gratuite, la presse magazine spécialisée (décoration, maison et environnement) et la presse régionale,
  - Un publi-rédactionnel sur l'Eco-prêt à taux zéro, diffusé dans la presse magazine news et la presse magazine spécialisée (décoration, maison et environnement),
  - Une bannière Web Eco-prêt à taux zéro / crédit d'impôt mise en ligne à partir du 2 novembre sur des sites grand public, spécialisés et professionnels.
- Pour sensibiliser les professionnels, premiers conseillers sur la nature des travaux, à ces nouvelles aides, une **action spécifique pour les professionnels du bâtiment** est menée :
  - Un publi-rédactionnel sur l'Eco-prêt à taux zéro « professionnel » diffusé dans la presse professionnelle (artisanat, maîtres d'œuvre, professionnels du bâtiment),
  - Une campagne d'e-mailing à destination des professionnels (bâtiment, artisans, maîtres d'œuvre) le 5 novembre,
  - Une bannière web Eco-prêt à taux zéro / crédit d'impôt mise en ligne à partir du 2 novembre sur les sites grand public, spécialisés et professionnels.
- Une campagne spécifique pour **valoriser le rôle des Espaces INFO->ENERGIE**
  - Un spot radio de 40 secondes sur les Espaces INFO->ENERGIE diffusé à partir du 2 novembre en Métropole et dans les DOM,
  - Un film TV de 30 secondes sur les Espaces INFO->ENERGIE diffusé à partir du 2 novembre sur les chaînes hertziennes et du câble en Métropole et dans les DOM.
  - Une annonce presse diffusée dans une sélection de titres de presse magazine.

Vous trouverez toutes les informations sur l'éco-prêt à taux zéro, et les Espaces INFO->ENERGIE sur les sites [www.faisonsvite.fr](http://www.faisonsvite.fr) et [www.ademe.fr](http://www.ademe.fr). La brochure « Financez vos travaux d'économies d'énergie : l'éco-prêt à taux zéro » est téléchargeable.